

Quand le dysfonctionnement des marchés favorise la sécurité alimentaire. Étude de cas au Burkina Faso

Marie-Hélène Dabat (marie-helene.dabat@cirad.fr),
Ruphin Kiendrebeogo (ruphink@yahoo.fr),
Issa Zongo (papiisszongo@yahoo.fr), Stéphane
Degueurce (Stephane.Degueurce@wfp.org)_

► Marie-Hélène Dabat est chercheur en économie, en poste au Burkina Faso pour le Cirad depuis 2007.

► Ruphin Kiendrebeogo est diplômé de l'Institut de développement rural de l'Université polytechnique de Bobo Dioulasso. Il est spécialiste en analyse socio-économique des politiques de développement rural.

► Issa Zongo est enseignant chercheur en économie à l'Université de Koudougou. Il enseigne la micro-économie, l'analyse des marchés agricoles et l'économie de l'environnement.

► Stéphane Degueurce est depuis 2009 chargé de mission Sécurité alimentaire et nutritionnelle auprès du bureau du Programme alimentaire mondial (PAM) basé à Ouagadougou.

L E BON FONCTIONNEMENT des marchés agricoles n'est pas toujours synonyme de sécurité alimentaire : il existe des zones excédentaires en céréales qui souffrent d'insécurité alimentaire, et des zones en produisant moins qui supportent mieux la soudure. Illustration à partir d'un travail de terrain dans plusieurs provinces au Burkina Faso.

AU BURKINA FASO, la sécurité alimentaire est souvent appréhendée sous l'angle de la capacité du système productif à fournir des aliments. Ainsi les actions pour lutter contre l'insécurité alimentaire visent généralement l'accroissement de la production céréalière. Pourtant on rencontre des situations paradoxales de déficit alimentaire dans certaines zones du pays où la production agricole est abondante, a contrario, des situations de relative sécurité alimentaire dans des zones défavorables à l'agriculture. Ceci questionne le rôle du marché dans l'allocation des ressources alimentaires. Manifestement, on a besoin d'analyses plus fines que les seuls bilans céréaliers pour expliquer la situation alimentaire des ménages.

Le Cirad et le PAM ont entamé une série de travaux au Burkina Faso pour comprendre la nature des relations entre l'accès aux marchés physiques et le niveau de sécurité/insécurité alimentaire. Ces relations sont complexes dans le sens où les mêmes ménages peuvent être acheteurs ou vendeurs, et où les marchés peuvent diminuer ou accroître leur vulnérabilité. Des enquêtes de ménages et sur les marchés ont été menées dans des provinces contrastées en matière de potentiel agricole, de niveau de sécurité alimentaire et de déterminants explicatifs de la situation alimentaire des ménages : la Kossi et les Banwa (région Boucle du Mouhoun), le Séno et l'Oudalan (région du Sahel).

Le tableau montre que dans chaque région, les provinces mitoyennes étudiées n'ont pas le même profil. La comparaison entre régions révèle que la province du Séno en zone sahélienne produit moins de céréales que les Banwa dans la Boucle de Mouhoun mais présente une meilleure situation alimentaire. Cet article met l'accent sur quelques facteurs en relation avec les marchés qui peuvent expliquer les différences de situation alimentaire entre ces provinces.

Un premier facteur explicatif est lié aux conditions de circulation des céréales. Elles sont plutôt mauvaises dans les différentes provinces mais à des degrés divers : plus faciles dans les Banwa que dans la Kossi, plus faciles dans le Séno que dans l'Oudalan. Les routes goudronnées sont rares, les pistes peuvent être impraticables en saison pluvieuse, et les marchés sont éloignés des voies principales. Ces obstacles entravent l'évacuation des marchandises et l'approvisionnement des marchés locaux.

Dans la Boucle du Mouhoun, le mauvais état des voies est surtout pénalisant pour les producteurs-vendeurs, mais moins pour les familles en situation d'insécurité alimentaire. Globalement, les difficultés de transport occasionnent des pertes de temps et de marchandises, le respect aléatoire des contrats et la suspicion dans les échanges. Cependant, les difficultés d'évacuation des céréales ont aussi un effet de rétention sur place d'une partie de la production agricole dans la Kossi, que les consommateurs retrouvent sur les marchés ruraux. Tandis que les produits agricoles sortent plus facilement des Banwa, les populations locales ont plus de difficulté à s'approvisionner sur les marchés en période de soudure (peu de produits, prix élevés, etc.).

Dans la région du Sahel, c'est l'acheminement des produits alimentaires de l'extérieur vers les zones de consommation qui est problématique. Les commerçants qui approvisionnent les villages doivent utiliser plusieurs moyens de transport de façon successive (camion, charrette, vélo, chameau, âne, etc.). Les coûts de transport en deviennent très élevés dans la formation des prix. L'éloignement des marchés les uns des autres rend aussi difficile l'approvisionnement des consommateurs. Les conditions de circulation des produits pénalisent également l'accès des populations aux vivres de l'aide alimentaire dans l'Oudalan. Par con-

tre, l'accès aux vivres est plus facile au Séno, chef-lieu de région.

Un deuxième groupe de facteurs est d'ordre social et culturel. Dans les Banwa, une grande partie de la production est évincée de la consommation locale en lien avec la forte présence de Mossi (originaires du Nord et du Centre) dans la population. La famille qui a migré, attirée par la culture du coton, approvisionne en céréales et en argent la partie de la famille restée au Nord et au Centre. Elle est aussi en relation avec des commerçants de sa zone d'origine. La forte connexion aux marchés dans les Banwa s'explique également par le développement conséquent des cultures de rente à côté des cultures vivrières et donc par une forte habitude de commercialisation (coton, riz, sésame, produits maraîchers, etc.). À la Kossi, même si les flux de produits existent vers les marchés du nord de la région et surtout vers le Mali, le niveau des commandes est sensiblement plus faible que l'offre disponible.

Ainsi, dans les deux provinces, le marché joue mal son rôle d'ajustement de l'offre et de la demande. Dans la Kossi, cela se fait à l'avantage de la sécurité alimentaire des ménages qui peuvent s'approvisionner sur des marchés de proximité bien approvisionnés. Tandis que dans les Banwa, même si les revenus tirés des ventes peuvent potentiellement permettre l'accès monétaire aux produits alimentaires, cela se fait à leur détriment car les ménages ne trouvent pas toujours les produits disponibles sur les marchés quand ils en ont besoin ou bien doivent les acheter à un prix élevé en période de soudure.

Des facteurs d'ordre culturel expliquent aussi l'éviction de certains produits à la consommation locale et remettent en question la sécurité alimentaire des populations. Dans la région Sahel, bien que les consommateurs locaux aient une forte préférence pour le mil local, très ancré dans les

Source : MAHRH, INSD et enquête (août 2010)

	Boucle du Mouhoun		Sahel	
	Kossi	Banwa	Séno	Oudalan
Production annuelle moyenne de céréales par habitant (2005-09, kg)	529	387	277	194
Taux de couverture annuel des besoins céréaliers (entre 2005 et 2009)	entre 200 et plus de 300 %	entre 150 et plus de 200 %	inférieur à 100 % les 2 dernières années	inférieur à 100 % les 3 dernières années
Ménages n'ayant pas manqué de nourriture au cours des 12 mois précédant l'enquête	98 %	56 %	68 %	23 %
Ménages ayant manqué de nourriture 4 mois et plus au cours des 12 mois précédant l'enquête	1 %	28 %	2 %	74 %
Ménages ayant une alimentation très diversifiée (au moins 8 groupes de produits consommés la veille de l'enquête)	65 %	10 %	60 %	<1 %

habitudes alimentaires notamment pour la fabrication du *Gapaalé* (plat local à base de mil et de lait) et que la région soit souvent déficitaire, celui-ci est massivement exporté. En effet, les variétés sucrées locales sont aussi très prisées dans d'autres régions du pays et y sont vendues à un prix élevé. Les flux de céréales de l'Oudalan vers le Niger et vers le Mali aussi sont importants, or certaines années le mil de la région Sahel pourrait suffire ou presque s'il n'était pas acheté en grandes quantités par les commerçants de Ouagadougou ou exportés vers ces pays voisins.

Un troisième facteur réside dans le calendrier des jours de marché.

Les jours et fréquences de tenue des marchés sont très spécifiques à chaque province. Les Banwa et l'Oudalan connaissent des jours de tenue hebdomadaires fixes, différents selon les communes, tandis que la Kossi et le Séno connaissent des jours de tenue variables à intervalle le plus souvent de 3 jours pour le Séno et de 5 jours pour la Kossi. La fixité des jours de marché (tous les jeudis, tous les dimanches, etc.) encourage les commerçants extérieurs, informés et organisés, à se rendre sur ces marchés provinciaux à jours fixes, donc connus par avance, plutôt que sur d'autres marchés. La marchandise est ainsi évacuée vers les centres urbains extérieurs. Dans les Banwa, la sortie des produits vers les grandes villes s'en trouve facilitée au détriment des acheteurs et des con-

sommateurs locaux. Dans la Kossi, les jours de marché sont plus aléatoires, ce qui entrave l'organisation des gros commerçants et bénéficient aux transactions des consommateurs locaux via notamment un niveau de prix plus faible car peu tiré par la demande extérieure. La fréquence des marchés (« tous les trois jours » ou « tous les cinq jours ») plutôt que « tous les sept jours », comme dans la Kossi et dans le Séno, contribue à faciliter l'accès des consommateurs aux produits alimentaires car elle leur permet également de fractionner leurs achats en fonction de leur niveau de trésorerie.

Enfin, un quatrième facteur est lié aux capacités de stockage.

Il y a dans les provinces du Sahel une véritable compétition pour le stockage entre les céréales pour les hommes et l'aliment pour le bétail, qui pénalise l'accès des ménages aux vivres. Les coûts de stockage des céréales sont élevés du fait de cette pression sur les capacités.

Les villageois bénéficiaires de l'aide alimentaire doivent se déplacer dans le chef-lieu provincial, trouver un lieu de stockage et ramener la marchandise au village en plusieurs fois. Finalement, l'effet du prix social de ces céréales a tendance à être annihilé du fait du coût élevé du déplacement, du stockage et du transport. Cette question des capacités de stockage est beaucoup moins prégnante dans la Boucle du Mouhoun.

En conclusion, même si on peut à juste titre penser que le développement des marchés et la fluidité des échanges dans le pays peuvent avoir un effet stabilisateur sur les prix et la sécurité alimentaire, les relations entre fonctionnement des marchés et situation alimentaire des ménages restent ambiguës.

Un accès facile aux marchés (qualité des infrastructures, fréquence des marchés de proximité, etc.) peut avoir un effet bénéfique sur les indicateurs de sécurité alimentaire comme dans le Séno. Mais il peut avoir aussi un effet négatif dans les Banwa où il favorise la sortie des productions agricoles au détriment de l'approvisionnement des marchés ruraux, au point qu'un grand nombre de ménages manquent de nourriture et diversifient peu leur alimentation. Les marchés ruraux y assurent mal la disponibilité physique des produits alimentaires pour les populations. L'effet sur la sécurité alimentaire peut être encore plus important s'il y a une forte variabilité interannuelle des prix.

De la même façon, un accès problématique au marché peut aussi avoir un effet négatif, comme dans l'Oudalan où les voies de communication et les capacités de stockage sont déficientes ; ou un effet positif, comme dans la Kossi où l'enclavement des zones de production et des marchés ruraux fait obstacle à la mobilité des produits vers l'extérieur de la province et contribue localement à la sécurité alimentaire. Cependant, la production locale y est insuffisamment valorisée pour les producteurs. ■

Le Burkina Faso et ses provinces

